

**Convergence & Divergence des Economies en Développement :**  
**Stratégies de développement & perspectives d'avenir**  
**(Cas des pays Maghrébins & Sud Est Asiatiques)**

**Samira Brahmia Rejeb**  
**University Tunisie.**

**Résumé :**

*Compte tenu des défis socio-économiques confrontés les pays maghrébins, l'objectif de la présente étude est de chercher si ces pays, qui souffrent d'un manque de stock initial en capital humain, financier et technologique, et qui ont tenter des stratégies de développement mal adaptées et non-homogène sont ils en mesure ou non d'atteindre un état d'équilibre économique soutenue et stable sur le long terme et sont –ils capables ou non de rattraper les pays les mieux dotés de ce stock, particulièrement les pays de sud est Asiatique, qui grâce à leurs politiques de développement ont franchi le cycle de la pauvreté et réussirent à de rejoindre les pays émergeant?*

*On s'est référé sur la méthode empirique adoptée par Barrow (1997), dans le cadre de croissance endogène « modèle de convergence » et on a adopté la base de données comprenant trois pays du Maghreb à et quatre pays de Sud-Est asiatique entre la période 1960 et 2012. Nous avons parvenue à ce que les économies Maghrébines souffrent d'une série d'handicapes internes qui l'ont empêchait d'atteindre l'équilibre et de converger vers les économies asiatiques qui ont adopté des politiques internes transitatif, et régionale réussies qui ont conduit à leur transformation industriel et développement économique sur le long termes et par conséquent, le processus de croissance de ces pays maghrébins ne peut en aucun cas passé par leurs dépendance à un ensemble de facteurs exogènes et le seul stimulus de développement est de revoir l'interconnexion des facteurs endogènes.*

**Introduction :**

Depuis les années 1960, les stratégies de développement adoptées par les pays en développement « PED » pour appréhender les causes de leur sous-développement et proposer les politiques économique-sociales spécifiques, en vue d'enrager les difficultés économiques, sont nombreuses malgré leurs convergences et leurs divergences quant à leurs applicabilités.

Ces stratégies, différentes et diverses selon les conditions propres à chaque pays, ont été fondées sur une double approche antagoniste.

Les unes se sont basées sur une vision interventionniste, préféreront un rôle de plus en plus grand de l'Etat (dans la tradition keynésienne), comme à la fois producteur, employeur et investisseur. Les secondes ont suivi une démarche différente en accordant une importance grandissante au marché, à une économie décentralisée où les agents économiques se basent sur leur initiative personnelle en matière de financement, de production, d'exportation et d'ouverture sur les marchés extérieurs. C'est une économie de marché ouverte où l'Etat joue un rôle beaucoup plus d'orientation, de suivi que de contrôle et d'intervention directe, dans une vision libérale néoclassique.

Lequel Etat a joué dans les deux types de stratégie les rôles d'Etat régulateur, adjuvant, provident, selon les périodes historiques passées. Toutefois, l'évolution des conjonctures politico-socio-économiques accusées par certains pays arabes durant les dernières décennies, relève d'une multitude d'échecs qui sont à l'origine de l'écèlement des soulèvements populaires dont le courant annonciateur de l'année 2011 en

Tunisie. Ces échecs s'expliquent par une détérioration permanente du pouvoir d'achat des agents économiques, des taux d'inflation galopants, des taux de chômage sans cesse croissants, des taux de pauvreté grandissants, des taux d'endettement galopants sans oublier une persistance des déséquilibres régionaux et sociaux.

A cet égard, l'évolution brutale qu'ont connue les pays du Maghreb depuis leur indépendance politique au milieu des années XX siècle pose plusieurs interrogations quant à l'origine et le fonctionnement instable de leurs économies. Nous nous demandons, ainsi, si les difficultés de développement macro, méso et micro-économiques ont-elles pour origine une mauvaise gestion des ressources matérielles, humaines et naturelles disponibles ?, et/ou bien un mauvais choix des politiques économiques mal étudiés ?

Plus exactement, les dysfonctionnements subis par ces pays au niveau socio-économique sont-ils dus ou non aux mauvais choix de politiques macro-économiques adéquates et adaptées ? Ont-ils pour origine des stratégies de développement non ciblées et erronées ?

Tous les problèmes et les obstacles au développement que connaissent ces pays proviennent-ils d'une mauvaise appréhension, d'un manque d'information et d'une absence d'une bonne appréciation de la part des pouvoirs publics des pays concernés quant aux variables et paramètres quantitatifs que qualitatifs relatifs aux données générales, spécifiques de leurs pays respectifs ? S'agit-il par conséquent d'une absence totale de gouvernance touchant tous les niveaux ?

Notre objectif est donc de savoir si ces pays peuvent ou non assuré à la fois un équilibre statique et dynamique de leurs économies grâce à leurs politiques économiques intérieures que extérieures? Sont-ils capables ou non de résister aux différents chocs endogènes marqués par des déséquilibres internes alarmants et exogènes imprégnés d'une dépendance économique extérieure accrue ?, et finalement voir s'ils sont capables de converger ou de diverger du niveau de développement des pays auparavant sous développés et qui ont pu grâce à leurs stratégies de développement, rattraper les pays développés ?

Les réponses à nos multiples interrogations constituent la pierre angulaire de notre présente recherche où nous présentons successivement dans un premier axe, une revue de la littérature des principales approches de développement économique. Deuxièmement, nous dressons un état des lieux des politiques économiques adoptées par les pays du Maghreb arabe depuis leur indépendance, comparativement à d'autres expériences des pays qui ont connu à l'époque des évolutions similaires et qui ont connu un développement rapide et harmonieux faisant d'eux des pays émergents comme le cas des pays de Sud Est Asiatique.

Pour illustrer notre recherche, une étude empirique sera menée sur sept pays, couvrant deux blocs (Tunisie, Maroc, Algérie) et (Corée de Sud, Hong Kong, Taiwan, Singapour), moyennant un modèle de convergence qui s'inscrit dans la lignée des travaux empiriques réalisés par Barro (1997), afin de vérifier la thèse de convergence ou de divergence entre les deux niveaux de développement.

En s'inscrivant dans cette logique, nous essayons de suggérer des nouvelles perspectives d'ajustement (économique, sociale et régionale), à fin de soutenir le développement économique des pays maghrébins.

## **I- Analyse théorique des principales approches du développement**

Cette analyse renferme respectivement une présentation de ces principales approches suivie d'une étude des politiques de développement adaptées.

### **Section 1- Présentation des principales approches de développement économique**

Le concept développement est un processus multidimensionnel qui renvoie à la réorganisation et la réorientation du système économique. Depuis la révolution industrielle, les théories traditionnelles de développement économique ont évolués pour s'adapter à la réalité économique marquée par un sous-développement des pays en développement. La première vague des théories traditionnelles, a commencé avec la théorie linéaire de la croissance économique équilibrée qui remonte à Harrod-Domar (1950) et Rostow (1960). Ces derniers expliquent le sous- développement par le faible niveau de l'épargne nationale dans les pays sous-développés.

Cette approche a été largement remplacée dans les années 1970 par les approches des effets d'entraînement, dominées principalement par la théorie de croissance équilibrée de Rosenstein-Rodan et Nurkse (1934), qui s'oppose à la théorie de croissance déséquilibrée d'Hirshman (1957),

qui l'a précédé. Cette dernière semble bien adaptée aux conditions des pays sous-développés puisqu'elle a été à la base des stratégies suivies par la plupart des pays concernés, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine d'autant plus que ces pays ont des données économiques et sociales hétérogènes les uns les autres. Les économies démunies auront, ainsi, intérêt à se spécialiser dans les biens primaires afin d'impulser les échanges et gagner en termes d'économie d'échelle.

Un autre courant de pensée est apparu avec les approches de changement structurel. Ces dernières conçoivent le sous-développement comme un processus de transition d'une économie de subsistance à une économie industrialisée. Certains tenants de ce courant, trouvent que le sous-développement est une fatalité pour les PED, et d'autres plus optimistes (Chenrey ...) conditionnent le développement de ces pays à une série de changements inter-reliés (épargne, investissement, revenu, demande...ect).

D'autres approches, comme celle de la dépendance et de gouvernance, renvoient le sous-développement soit à une pûre exploitation de l'extérieur (pays industrialisés), soit à un échec de gouvernabilité de certains Etats (rigidités institutionnelles et structurelles, aspect corrompu,...ect).

Depuis les années 1980, un nouvel esprit analytique libéral d'inspiration néoclassique traverse les pays développés, pour rétablir le fonctionnement des marchés fondé sur l'offre et la demande.

Cette approche insiste sur le rôle bénéfique du libre échange, de l'ouverture et de la déréglementation des activités économiques. En corolaire, cette stratégie est supposée apte pour recueillir des ressources additionnelles capables d'accroître l'accumulation du capital et donc du revenu par tête.

Par ailleurs, Cette approche, quoi qu'elle donne, la priorité aux marchés, fait apparaître toutefois son imperfection dans les PED car les hypothèses du modèle concurrentiel sont absentes (concurrence monopolistique, information incomplète, externalités et économies d'échelle, etc.). Les gouvernements auront, donc, un rôle majeur à jouer pour faciliter le fonctionnement des marchés, en remplissant ses fonctions régaliennes de base (santé, éducation, défense, justice, mise en œuvre des infrastructures et des biens publics pour lesquels le marché est défaillant, etc.). En effet, Certains PED procèdent à l'échange international non pas parce qu'ils sont différents les uns des autres mais pour tirer profit de leur similitude et réaliser des économies d'échelles.

Finalement, les approches contemporaines du développement économique mettent l'accent sur la théorie de la croissance endogène. Cette approche, converge avec le modèle néoclassique mais insiste sur des facteurs endogènes de croissance et non exogènes tributaires des rendements d'échelle croissants. Le sous-développement, est ainsi expliqué par un échec de coordination entre des actions économiques et para-économiques intérieures, jugées complémentaires (public, humain, physique et technologique). Ceci justifie la genèse des modèles de

croissance endogène pour initier le développement à travers un ensemble des facteurs internes.

Partant de cette approche, beaucoup d'économistes, comme J.Stieglitz, R.Barro (1991) et A.sen (2004), expliquent l'échec des politiques de développement par un concept de capabilité (sociale, culturelle et environnementale) du pays concerné et proposent un modèle de convergence dans le quel les gouvernements doivent tenir compte de ces facteurs endogènes afin de converger vers un état d'équilibre de long terme.

Dans cette optique, le développement mesuré par l'indice de développement humain (IDH) qui est un élément d'appréciation important, ne doit pas être confondu avec la croissance économique dans la mesure où il doit prendre en compte d'autres dimensions quantitatives et qualitatives (*matériel, social, culturel et environnementale*) que le revenu par habitant.

Le tableau suivant illustre bien les bases et les ingrédients relatifs aux différentes approches théoriques de développement.

**Tableau 1 : Tableau récapitulatif des principales approches de développement**

Théories de développement	Modèles	Fondements théoriques	Limites
(1) Les théories traditionnelles du développement économique			



<b>La théorie linéaire des étapes de la croissance</b>	<p><i>Le modèle de croissance <b>Harrod-Domar</b></i></p> <p><i>Le modèle de <b>W.Rostow</b> (1963)</i></p>	<p>Le sous-développement revient à une sous-accumulation de capital intérieur.</p> <p>Le développement est réalisable à travers un plan Marshall.</p>	<p>Les PED ne possèdent les conditions structurelles et institutionnelles nécessaires pour convertir le revenu décrit par le plan</p>
<b>Les théories des effets d'entraînement</b>	<p>Le modèle de la croissance équilibrée (<b>Rosenstein-Rodan, Nurkse</b>)</p> <p>Le modèle de la croissance déséquilibrée <b>A.Hirschman(1957)</b></p>	<p>La croissance repose sur une distribution égale des investissements sur tous les secteurs. Ceci permet, à terme, une croissance proportionnelle et autoentretenu.</p> <p>Hirshman propose de commencer l'industrialisation dans les biens simples de substitution à l'importation, ainsi l'économie déséquilibrée se développe par étape successive.</p>	<p>Cette théorie rejette la spécialisation de la croissance adaptée à la réalité. Les PED n'ont pas de concurrentiel.</p> <p>Cette logique des termes de échanges des produits primaires engagés dans l'ouverture internationale en acceptant la spécialisation</p>
<b>Les Théories de changement structurel</b>	<p><i>Le modèle dual d'<b>A.Lewis</b> (1955)</i></p> <p><i>Le cercle Vicieux de <b>Nurske</b></i></p> <p><i>Le schéma de développement de <b>Chenery</b></i></p>	<p>Le passage d'une économie de subsistance à une économie capitaliste.</p> <p>« les pays sont pauvres parce qu'ils sont pauvres »<sup>3</sup>.</p> <p>l'épargne et l'investissement sont des conditions nécessaires non suffisantes pour le développement. La transition requiert une série de changements inter-reliés</p>	<p>Perroux (1973), les cercles vicieux existent dans le passé pas industrialisés.</p>
<b>Les théories de la dépendance internationale (70)</b>	<p><i>Le modèle de dépendance néo-coloniale &amp; du faux paradigme.</i></p>	<p>Le sous- développement revient à la domination extérieure (pays industrialisés) pour une périphérie retardataire<sup>4</sup>.</p>	<p>Cette approche n'est pas une perspective d'entraînement</p>

<b>La Théorie de la gouvernance</b>	<i>G.Stoker (1998)</i> <i>G.Charreaux (2002)</i>	Le sous-développement revient à un échec de gouvernabilité de l'État, son incapacité à mettre en vigueur la réglementation et sa déconnection de la société civile et aux demandes sociales inassouvies.	Cette approche n'est pas une stratégie d'investissement mais l'investissement
<b>(2) Les théories contemporaines du développement économique</b>			
<b>Les théories libérales</b>	<p>-Les approches de libre échange en concurrence parfaite et imparfaite</p> <p>Les approches market freindly et/ou Public choice (modèle hétérodoxe ou réformiste)</p> <p>Le modèle néoclassique de Solow « théorie de croissance exogène » (1956)</p>	<p>Le sous développement est la cause d'une utilisation sous-optimale des capacités de production et non d'un défaut de spécialisation au terme des approches HOS et ricardienne.</p> <p>L'intérêt d'une liberté des marchés et de retient des capitaux étrangers vers les PED, sous formes d'IDE représentent des conditions pour le décollage et la « transmission spontanée de croissance »<i>A-Debreu Chenery,1966.</i></p> <p>Les imperfections de marché dans les PED nécessitent un rôle à jouer par l'Etat pour faciliter le fonctionnement des marchés et s'opposer à leurs hégémonies «<i>Max Weber (1864), Schumpeter(1997)</i> »</p> <p>En se dotant des mêmes dotations factorielles (capital, travail et progrès technique), les économies vont <i>converger</i> vers le même état stationnaire de revenu : convergence conditionnelle.</p>	<p>L'intérêt d'une liberté des marchés pour l'allocation des ressources n'est pas être vrai que si le marché concurrentiel est respectées (ce qui n'est pas le cas pour les PED).</p> <p>La rigidité institutionnelle et les inégalités sociales empêchent l'action de l'Etat comme des gouvernements</p> <p>Ce modèle n'explique pas les externalités et ne prend pas en compte les effets de capital.</p>
<b>La nouvelle théorie de la croissance endogène (NTC).</b>	<i>Le modèle de Romer (1986)</i>	Le capital humain (facteur endogène) contribue à l'amélioration technologique et assure par conséquent des gains de productivité <sup>5</sup> .	Ce modèle permet d'expliquer la répartition des richesses et la production entre

**\*Source :** Tableau confectionné par nos soins en partant des hypothèses de sous-développement et de développement économique.

Partant de ce tableau qui souligne les caractéristiques fondamentales des différentes approches de développement à travers leurs références analytiques, soient néoclassiques fondées sur l'économie de marché, soient keynésiennes s'appuyant sur une intervention plus au moins accrue de l'Etat. Ces approches quoiqu'elles convergent vers la recherche des fondements théoriques pour l'explication du sous-développement économique et sociale, elles se heurtent à plusieurs limites relatives aux caractéristiques des pays sous ou en voie de développement. Plus exactement, certaines approches renvoient le sous développement des PED, soit à une dépendance extérieure au profit des pays capitalistes, soit à des actions de l'intérieur comme une sur-intervention gouvernementale et mauvaise politiques économiques ou principalement à une faible épargne intérieur.

## **Section 2- Les Politiques de développement et leurs répercussions économiques et sociales sur les pays du Maghreb**

Ces politiques reposent essentiellement sur :

### **2.1 Les Politiques industrielles et régionale au Maghreb**

La plupart des approches de développement suivies par les pays maghrébins, depuis leurs indépendances, se sont inspirées des différentes approches interventionnistes que libérales, comme celles à effets

d'entraînement, libérale-orthodoxe, de gouvernance et dernièrement celles de croissance endogène. Dans ce cadre et pour poursuivre leur croissance, ces pays ont adopté un ensemble des *politiques économiques et sociales, qui peuvent s'inscrire dans ces approches.*

A ce niveau, la principale politique affichée pour réussir le processus de changement, étant de réduire l'intervention de l'Etat et de fonder le développement économique sur l'initiative privée, la stratégie industrielle et la libre entreprise.

Ce qui exige plusieurs étapes, la première remonte au années 60, à travers l'adoption des politiques socialistes, orientées vers un projet de développement autocentré, caractérisé par une prépondérance du rôle de l'État et une réduction des mécanismes du marché et de l'économie mondiale capitaliste. Toutefois, l'évolution historique montre que des problèmes réels, comme le chômage et l'inflation, constituaient les principaux obstacles au développement de leurs économies et que les politiques de développement volontariste n'étaient pas appropriées.

La deuxième étape (années 70) est connue sous l'égide des politiques réformistes et vise le passage à une économie de marché. Cette dernière, incarne à la fois l'ouverture interne, sur le marché et ses institutions, et internationale, à travers la recherche d'une intégration à l'économie régionale et mondiale. A ce stade de transformation, des stratégies à vocation industrielle ont été entrepris différemment, soit une stratégie de développement extraverti fondée sur l'industrialisation par la substitution des exportations (ISE), suivie par le Maroc et la Tunisie, l'État

s'intègre, toujours, en tant qu'associé du secteur privé. Par ailleurs, l'Algérie dans les industries industrialisantes (expansion des hydrocarbures) et avec une priorité au secteur public.

Depuis les années 1980 et face à une politique de surendettement, les pays du Maghreb, comme la majorité des pays en développement, ont adopté une nouvelle stratégie de croissance basée sur une politique d'ajustement structurel (PAS), leur permettant de restructurer leur système productif. En s'inscrivant dans cette dernière, parmi les objectifs assignés au PAS, se trouve une réduction de la taille du secteur public via la privatisation des entreprises publiques, une décentralisation des décisions économiques et le recours au marché comme outil d'ajustement efficace (prix, intérêts, taux de change, salaires) et finalement, la libéralisation des échanges internationaux via le démantèlement des barrières tarifaires.

Toutefois, au niveau social, l'ajustement et ses mécanismes (restructuration, privatisation, libéralisation des marchés) étaient synonymes de situation d'exclusion, de pauvreté, d'inégalité, de licenciement et de concentration des capitaux. Egalement, la libéralisation des prix et des marchés continuent jusque là d'être sources d'inflation et de dégradation du bien-être social. De surcroît, les circonstances actuelles que traversent les pays maghrébins, montrent que malgré le succès relatif du PAS en terme de croissance économique, ces acquis n'étaient pas souvent suivies de réalisations sociales et beaucoup de pays ont connu une dégradation sociale sans précédente qui est d'ores et déjà dégradé, ce qui a amené certains économistes et sociologues à qualifier le PAS comme

programme « anti-social ». Paradoxalement, les avancées en matière de libéralisation, l'interférence du pouvoir public dominant (rigidité administrative, réglementation restrictive du marché de travail...), avec une capitalisation oppressive de l'extérieur, a limité l'efficacité des marchés, suite à une concurrence déloyale et une déréglementation des activités économiques mal calculées et définies, d'où l'inefficacité économique et sociale du PAS.

Finalement et pendant la deuxième moitié des années 1990, une politique d'ouverture sur l'extérieur, via la multiplication des accords régionaux portant création des zones de libre-échange et d'association avec l'Union européenne.

A ce niveau, les pays du Maghreb ont suivi des initiatives se voulant régionales à travers une réduction des tarifs douaniers (ACP<sup>6</sup>), mais se voient, en revanche dans l'impossibilité de définir des politiques communes. Ils ont tenté de timides rapprochements dans le cadre de l'UMA dont la volonté de s'unifier a été affirmée avant même l'indépendance de ces pays. La première tentative de libéralisation des échanges inter maghrébins remonte à 1964. A la fin de cette année, les ministres de l'économie des pays constitutifs du Maghreb, sauf la Mauritanie, créèrent le Comité Permanent Consultatif du Maghreb (CPCM) dans l'objectif de renforcer la coopération maghrébine et de réaliser une intégration économique entre les quatre pays, le CPCM avait mis en place un véritable programme de libéralisation et de renforcement des échanges entre ces pays. Mais ce fut l'échec en 1970, en matière de construction maghrébine et d'intégration régionale, car certains

pays refusaient toute réduction des tarifs douaniers comme il a été proposé dans le cadre de la libéralisation des échanges. Ceci peut s'expliquer à la fois par la volonté des pays concernés pour protéger leurs industries nationales naissantes et de considérer l'imposition comme une source de revenu pour les Etats concernés.

A la fin des années 80 et sous l'influence des contraintes internes et internationales, le Maghreb uni est revenu à l'ordre du jour avec la signature du Traité de Marrakech le 17 Février 1989 instituant l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Ceci soutient l'ambition de surpasser l'échec du CPCM et de provoquer un changement qualitatif dans le développement de la région. L'UMA se proposait de relever des défis et de jouer un rôle plus actif, notamment dans ses relations avec l'Union Européenne et dans le monde. Par ailleurs, depuis le sommet de Marrakech, une quarantaine de résolutions et de conventions touchant tous les secteurs signés sont restées lettres mortes et aucune n'a reçu un début d'application. D'ailleurs il ya lieu de constater que ces tentatives de coopération, d'harmonisation des politiques économiques nationales n'ont pas abouti.

Plus exactement, aucune alternative pour stimuler ces projets d'intégration n'a été entreprise dans la politique d'ajustement structurel. Dans ces pays, l'ajustement opéré s'est traduit, uniquement, par la libéralisation unilatérale des marchés. Cette contrainte entrave les mouvements de création d'entreprises maghrébines dont les capitaux industriels nationaux sont insuffisants et sont en général de type familial, d'où la disparité des ressources régionales.

Qu'en est-il alors des autres expériences des PED similaires aux pays du Maghreb ?

## **2.2- Politiques de développement similaires dans les pays de Sud Est Asiatique**

Depuis les années 1960, les pays Sud Est Asiatique, ont réussirent, grâce à leur stratégie relativement semblable de développement, d'amorcer un véritable décollage industriel et rattraper les pays développés. Le quel décollage à commencé par des réformes agraires importantes permettant la création d'une classe moyenne nécessaire pour promouvoir une demande interne. Ces pays développent, ensuite, une stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations ( ISE), prônée par les politiques économiques néoclassiques et post kéynésiens, des produits industriels à faible valeur ajoutée, dans une approche de croissance déséquilibrée de *Hirschman* (1957) et qui demandent peu d'investissement et de technologie, en profitant de son avantage comparatif, procuré par une main d'œuvre abondante et bon marché.

Avec le début des années 80 et le développement des marchés financiers, ces pays ont réussi à dépasser les contraintes de leur sous-développement, suite à une diversification par branche et une remontée de filière vers la production de biens à plus forte valeur ajoutée (biens de consommation durables, biens intermédiaires, biens d'équipement...). Au gré de cette évolution, ces pays nouvellement industrialisés « NPI » rejoignent petit à petit, mais relativement, le niveau de développement des



autres pays développés dans les années 1990 (amélioration du niveau de vie et réduction des inégalités sociales, régression de la part de l'agriculture dans le PNB au profit de l'industrie et des services, régression du chômage etc.). À ce niveau l'avantage comparatif lié au bon marché de la main d'œuvre disparaît au profit d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée qui a accompagné le passage à une industrie de plus en plus sophistiquée.

Cette interprétation a été fortement nuancée par une série de travaux faisant ressortir l'absence de relation mécanique entre ouverture et croissance, ainsi que le rôle essentiel de l'intervention de l'Etat dans l'évolution de ces économies (Rodrik, 1997). En effet, les NPI n'ont pas fondé leur industrialisation sur l'invention et l'innovation technologique (comme les pays qui les ont précédés), mais sur l'apprentissage impliquant une intervention soutenue de l'Etat. De plus, l'intervention de l'Etat s'est fondée, non sur une action passive de résolution des dysfonctionnements du marché, mais sur une stratégie active de fixer " incorrectement " les prix (to get prices wrong), c'est à dire, sur une politique dirigée à 'dénaturer délibérément les prix afin de stimuler l'investissement et le commerce extérieur' (Amsden, 1992, 53).

Ce fut en conséquence une stratégie qui, loin de s'harmoniser avec le marché, s'est axée sur une intervention délibérée pour altérer les prix relatifs et modifier le mécanisme du marché. L'Etat n'a pas 'gouverné' le marché mais il l'a plutôt 'dénaturé et 'réprimé' (Bustelo, 1994, 6). Cette politique a engendré des effets positifs. Par ailleurs, l'Etat s'est montré stratège, dirigiste à travers la politique d'accueil des investisseurs étrangers

en particulier à travers la création des zones franches et le contrôle des secteurs prioritaires de l'économie.

L'explication largement admise au succès de cette stratégie de développement extravertie, s'inscrit dans une approche du commerce international suivant une logique de concurrence imparfaite, de réalisation des économies d'échelle, des effets d'apprentissage et de compétitivité accrue.

En fin, on peut tirer que si les pays maghrébins ont échoué dans leurs politiques de développement économiques diverses et variées et dans les tentatives de coopération, d'harmonisation économique et régionale, les pays de Sud est asiatique semblent réussir en s'apprêtant relativement à joindre les pays développés voir même de bien s'intégrer dans l'économie libérale mondiale dans une optique de convergence, chose qu'on essayera de vérifier ou non par une analyse empirique.

## **II- Analyse empirique**

Dans l'objectif d'étudier l'hypothèse de notre présente recherche, qui consiste à vérifier la thèse de convergence ou non des pays maghrébins vers un état d'équilibre similaire à celui des pays nouvellement industrialisés « NPI » et qui ont pu rattraper les pays développés. A l'état actuel, les théories de croissance endogène s'emble être les mieux adaptées pour expliquer la logique de sous développement des pays en développement. Elles renvoient généralement à quatre grandes références analytiques:

La première approche renvoi au modèle fondateur de Romer (1986) qui considère l'investissement comme source endogène dans la mesure où il fait bénéficier, à chaque pays, des externalités technologiques. Le second modèle de Romer (1990) traduit la deuxième approche de la croissance qui insiste sur l'innovation technologique. En effet, Romer montre que, grâce à la recherche et développement, une même technique peut être utilisée en même temps par plusieurs firmes, ce qui peut engendrer des externalités. La troisième approche considère le capital humain comme source endogène de croissance endogène (Lucas, 1998). Grâce à la diffusion du savoir des individus dans les rendements croissants, l'on assiste à la création d'externalités. Enfin, la quatrième approche met en relief les dépenses publiques considérées comme source de croissance endogène (Barro, 1990). Dans cette optique, les dépenses publiques concernent les transports, les télécommunications, les routes, la sécurité et l'éducation. Selon BARRO, l'existence d'infrastructures publiques entraîne la croissance du secteur privé qui bénéficie d'externalités positives. Selon l'une des hypothèses centrales des modèles de croissance (Barro [1997]), *les pays les plus pauvres croissent généralement plus vite que les pays les plus riches, et tendent par conséquent à les rattraper*. Cette hypothèse implique que le taux de croissance du PIB réel doit être inversement corrélé au logarithme du niveau du PIB par tête de la première période.

Ces modèles ont été relancés dernièrement grâce à l'intégration de nouvelles variables explicatives afin d'intégrer les analyses en termes de

développement (IDH de Armatya Sen) et du principe de convergence conditionnelle (Barro).

Dans ce cadre, les principaux déterminants susceptibles d'influer sur le développement humain nous incitent à retenir un ensemble de variables qui peuvent mesurer le niveau du capital public et/ou financier, capital humain (qualification, scolarisation, santé) et capital physique (Equipements, R&D, infrastructure) des pays d'étude.

### **2.1 Les déterminants préconisés par la littérature économique.**

Les déterminants de développement, mesuré par l'indice de développement humain « IDH » comme tirés de la littérature, peuvent être prétendus comme suit :

L'indice de développement humain « IDH », est un indicateur crée en 1990 par le PNUD. Il est compris entre 0 (faible) et 1 (élevé) et se base sur la moyenne géométrique de trois indices: la santé et la longévité (mesuré par l'espérance de vie à la naissance), le niveau d'éducation (mesuré en termes de durée moyenne de scolarisation des adultes et de durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire) et enfin le niveau de vie (revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat). L'IDH est une variable dépendante et  $IDH_{it-1}$  est le niveau de départ de développement économique, s'interprète comme un taux conditionnel de convergence. La procédure de test consiste à régresser le niveau de développement de la série sur le niveau initial de la série (d'où

la nature dynamique du modèle) on conclut à la convergence si le coefficient du niveau initial ( $\beta$ ) est négatif.

*Hypothèse 1 : Le développement économique est corrélé positivement avec la croissance économique mesuré par le PIBH.*

La variable retenue par cette hypothèse est mesurée par le PIB par tête.

*Laquelle variable doit avoir un effet positif sur l'IDH. Elle est nécessaire étant l'importance des économies d'échelle réalisées.*

*Hypothèse 2 : Le développement économique est corrélé positivement à l'ouverture économique sur le marché mondial (Ouv)*

La variable ouverture sert comme un indicateur de performance et de compétitivité d'un pays et permet de gagner à la fois en termes des effets d'entraînements et de pallier au faible niveau de capital domestique. L'ouverture traduit une dynamique dans laquelle le fonctionnement des marchés s'améliore du fait que les facteurs de production s'orientent vers les secteurs exportateurs, supposés à plus forte productivité marginale (P. Guillaumont, 1996).

La variable retenue par cette hypothèse est mesurée par la somme des exportations et des importations rapportées au PIB en parité de pouvoir d'achat du pays d'accueil. On s'attend généralement à un effet positif.

*Hypothèse 3 : Le développement économique est corrélé positivement avec les investissements directs étrangers (IDE)*

Plusieurs économistes (*Duning, Harrod, Arrow, Romer...*) ont reconnu l'importance de l'investissement comme source de productivité supplémentaire et de croissance économique des PED grâce à ses retombées au niveau de la production ou de la diffusion connexe de la technologie, de création d'emplois et de stimulation des exportations. Les modèles de croissance endogène ont été donc développés pour expliquer la croissance à long terme par le jeu des rendements croissants et des retombées positives de l'IDE. Par ailleurs, les résultats des travaux empiriques restent mitigés. Plusieurs études ont montré que dans des pays bien particuliers, l'IDE n'a aucun impact positif sur la croissance économique. Les résultats des travaux d'Aitken et Harrison (1999) n'ont pas mis en évidence un véritable transfert technologique et de spillover entre les entreprises étrangères et celles domestiques dans le cas du Venezuela entre 1979 et 1989.

*Hypothèse 4 : Le développement économique est corrélé positivement avec l'investissement domestique (FBCF).*

La FBCF est prise comme variable proxy du taux d'investissement domestique. Cette variable est représentative d'un effort d'investissement qui est le principal vecteur de restructuration du système productif. Il doit contribuer au renforcement de la spécialisation du pays. La nature même des capitaux étrangers sera modifiée lorsqu'elle s'insère dans une dynamique de croissance locale. Selon Lankes et Venables (1996)<sup>7</sup>, il faut au préalable une dynamique de croissance locale. L'évolution de FBCF

devra, ainsi, avoir un impact positif sur le système productif du pays, sur les IDE et par la suite, sur le développement économique du pays relatif.

*Hypothèse 5 : Le développement économique est corrélé positivement avec le capital public ou les dépenses gouvernementales (gouv).*

La variable gouv, est une variable proxy des dépenses de consommation finale des administrations publiques. Les travaux économétriques, de Heston et Summer<sup>8</sup>(1990), ont montré l'influence significative de cette variable sur la croissance. Les dépenses publiques, à travers la prise en charge de certaines infrastructures, de l'éducation, de santé et de recherche fondamentale, peut favoriser à accroître la productivité du secteur privé, à travers les externalités positives. Elles sont au cœur du modèle élaboré par Barro.

*Hypothèse 6 : Le développement économique est corrélé négativement avec les dettes publiques (PDEPT).*

Selon la *théorie keynésienne de l'évolution conjoncturelle* (1970), l'impact de l'augmentation des dettes publiques sur la croissance est jugé positif à court terme.

Par ailleurs, il existe un certain nombre d'arguments théoriques conduisant à la conclusion inverse. Pour Reinhart et Rogoff, (2009), la croissance devient négative quand le ratio d'endettement excède le seuil de 90 % pour les pays émergents (2009). Dans une perspective de croissance « endogène » à la Barro (1990), l'idée de financer les dépenses publiques

par les dettes peut, à première vue, sembler attirante, dans la mesure où ces dépenses influencent positivement le sentier de croissance potentiel de l'économie. Toutefois, si les dépenses productives sont substituées aux dépenses improductives là où il faudra, dans le futur, rembourser la charge de la dette par un nouvel endettement. *Ceci aurait des effets défavorables sur le développement économique de long terme.*

Tenant compte des enseignements de la littérature économique concernant les interactions entre les variables macro-économiques, il y a lieu de les illustrer en montrant leur pertinence ou non par une analyse économétrique.

Les données proviennent des *Statistiques de la Banque mondiale 2011*. Elles sont exprimées à prix constants, année de base 2000.

## 2.2 Spécification du Modèle et Interprétation des résultats

L'approche empirique adoptée dans notre étude (à la Barro), décrit le comportement d'une économie qui converge vers un état stationnaire, c'est-à-dire, équilibre de long terme stable. Par ailleurs, on verra si les pays initialement moins dotée en stock de capital (physique, humain, public et technologique), évoluent-ils positivement vers les pays les mieux dotées et qu'ils retournent toujours vers leurs équilibres à une certaine vitesse lorsqu'un choc exogène les éloignes ?

Les estimateurs utilisés dans ce cas de figure sont l'estimateur de Within et la méthode des moments généralisés « GMM » (d'Arellano-Bond [1991] et de Bundell et Bond [1998]). Quoique l'avantage de ces



derniers soit de proposer une estimation efficace des modèles dynamiques en présence des variables endogènes retardé, l'inconvénient de ces estimateurs est qu'ils ne permettent pas de prendre en compte la corrélation qui peut exister entre une partie des régresseurs et l'effet individuel. Or, l'hypothèse d'exogénéité de certaines variables explicatives est très souvent requise. Par conséquent, on recourt à l'approche des variables instrumentales VI proposée par Hausman et Taylor<sup>9</sup> [1981] permettant de contrôler la corrélation qui peut exister entre les variables explicatives et l'effet individuel.

La technique économétrique de Panel permet de contrôler l'hétérogénéité des observations dans leurs dimensions individuelles, soit par la prise en compte d'un effet spécifique supposé fixe (Fixed Effects), soit par la prise en compte d'un effet spécifique non observable (Random Effects). Le test de Hausman est un test de spécification des effets individuels en panel, servant à discriminer entre les effets fixes et les effets aléatoires. L'estimation sera basée sur le logiciel « STATA ».

Dans ce cadre, nous nous situons d'abord dans le cadre d'une convergence absolue, puis on s'inscrit dans le cadre d'une convergence conditionnelle pour voir l'effet des variables macroéconomiques endogènes (dotation factorielle de chaque pays) sur la convergence. Les équations estimées prennent la forme générale suivante :

**- La Convergence Absolue:**

---

Le modèle de convergence absolue s'écrit :

$$GIDH_{it} - GIDH_{NPIt} = \alpha + \beta (IDH_{it-1} - IDH_{NPIt-1}) + \mu_i + \lambda_t + \varepsilon_{it}$$

Avec :

$GIDH_{Ant}$  : Le taux de croissance annuel de l'IDH des pays de l'Afrique du nord.

$GIDH_{NPIt}$  : Le taux de croissance annuel de l'IDH de NPI.

$IDH_{Ant-1}$  : L'indice de développement humain « IDH » de la région Nord Afrique à l'instant t-1.

$IDH_{NPIt-1}$  : L'indice de développement humain « IDH » de la région Sud Est Asiatique « NPI » à l'instant t-1.

$\beta$  : le coefficient de convergence. S'il y a convergence  $\beta$  est négatif

$\mu_i$  et  $\lambda_t$  sont respectivement la spécificité individuelle et la spécificité temporelle qui peut être fixe ou aléatoire.

$\varepsilon_{it}$  est le terme d'erreur supposé avoir une distribution log-normale. Autrement dit les erreurs sont supposées identiques et indépendamment distribuées.  $\varepsilon_{it} \rightarrow N(0, \sigma_\varepsilon^2)$ .

#### - La Convergence Conditionnelle:

Le modèle de convergence conditionnelle s'écrit :

$$\begin{aligned} \text{GIDH}_{it} - \text{GIDH}_{EUt} \\ = \alpha + \beta (\text{IDH}_{it-1} - \text{IDH}_{EUt-1}) + \sum_{k=1}^N \gamma_k X_{kit-1} + \mu_i + \lambda_t \\ + \varepsilon_{it} \end{aligned}$$

Avec :

$X_{kit-1}$  : est l'ensemble des régresseurs qui varient dans le temps (variables exogènes de développement : le niveau de croissance économique (PIB), le capital public et/ou financier, capital humain, capital physique...ect).

(1) *L'estimation par la méthode de Convergence absolue :*

dgh	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Int	
didh	.0015793	.0039715	0.40	0.691	-.0062664	.
_cons	.0086467	.0081467	1.06	0.290	-.007447	.0

(2) *L'estimation par la méthode de convergence conditionnelle:*

Afin de mieux spécifier notre modèle, nous avons étudié les tests de spécifications (effet fixe et effet aléatoire). Puis, nous avons utilisé le test de Hausman (1978), qui a permis de qualifier notre modèle à partir d'un panel à effets aléatoire (Prob>chi2 = 0.1903). Enfin, nous avons adopté la technique de Hausman Taylor (approche des VI) pour une estimation plus appropriée.

dgh	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Inter	
TVexogenous						
dldh	-.0180716	.0151442	-1.19	0.033	-.0077537	.011
louv	.0003031	.004329	0.07	0.944	-.0081817	.008
lgouv	-.021461	.0080552	-2.66	0.008	-.0372489	-.005
lfbcf	.007871	.0021466	3.67	0.100	.0036638	.012
lide	.0000428	.0005609	0.08	0.939	-.0010565	.000
lpdept	-.0002649	.0017147	-0.15	0.017	-.0036257	.003
TVendogenous						
lpibh	.0176185	.008327	2.12	0.034	.001298	.033
TIexogenous						
id	-.0059148	.0074131	-0.80	0.425	-.0204442	.008
_cons	.1495799	.1005591	1.49	0.137	-.0475123	.346
sigma_u	.00817248					
sigma_e	.01104345					
rho	.35385621	(fraction of variance due to u_i)				

## 2.4 Analyse des données et perspectives d'avenir

L'analyse de ces données statistiques nous amène aux conclusions suivantes :

Les résultats empiriques montrent qu'au niveau de la convergence absolue, le coefficient  $\beta$  est positif non significatif. Par ailleurs, au niveau de la convergence conditionnelle, ce coefficient est de signe négative (-.018) significative au seuil de 5%, ceci atteste une divergence entre les niveaux de développement des deux groupes de pays de l'étude.

Au fait dans une optique optimiste, le modèle néoclassique de Solow (1956), sous-tend que si tous les pays sont homogènes (propension à épargner, accès à la technologie, etc) à l'exception de leur intensité de départ en capital et qui font un effort d'investissement, sont susceptibles de connaître une croissance économique plus accélérée que les pays les plus

avancés (riches). Solow suppose que la quantité de travail soit stable à long terme et seule une augmentation de capital peut faire varier la production. Cependant, à cause des enseignements de la loi des rendements marginaux décroissants et des rendements d'échelles constants, l'économie parvient à terme à un état d'équilibre. La croissance ne peut alors être provoquée que par une augmentation de la quantité de travail, et par le progrès technique, perçu comme facteurs exogènes au modèle. Ceci explique, bel et bien la convergence des pays moins dotés en stock de capital (pays maghrébins) vers les pays les mieux dotés (NPI) en facteur de développement.

Par ailleurs, selon les nouvelles théories de la croissance économique « croissance endogène » (Romer 1986) qui intègrent les facteurs explicatifs tels que le progrès technique, les externalités, les rendements croissants, l'effort de recherche, la formation, les dépenses publiques, aboutissent au non convergence des économies, car la croissance est un processus endogène cumulatif (importance des avancées et chocs passés). Logiquement ce sont les pays les plus avancés qui ont les meilleures chances de continuer à progresser. Les inégalités se creusent particulièrement en fonction de l'accumulation en capital humain apte à absorber les nouvelles technologies. Ce qui remet en cause le principe de convergence entre les économies en développement et développées. D'où l'explication de la situation de divergence entre les pays maghrébins et les pays nouvellement industrialisés, dans le cadre d'une convergence conditionnée par un ensemble de capital (public, financier, physique).

Cette situation de divergence exige (selon Romer), la réhabilitation de l'Etat dans une situation de concurrence imparfaite à travers ses institutions financières, ses dépenses publiques et l'importance de l'investissement pour combler les défaillances de marché et stimuler l'investissement (politique fiscale, marchés financiers, mesures anticoncurrentielles non dissuasives ...etc.).

Dans ce cadre, le niveau de développement économique de long terme de ces PED dépend, principalement d'un ensemble de variables qui doivent y conditionner :

Le PIBH variable proxy du niveau de croissance économique est de signe positif (0,17) significatif au seuil de 5%. Ainsi, la croissance des pays maghrébins (mesurée par un taux de 4% au en 2012 selon la Banque Mondiale) quoique converge au taux de croissance moyenne annuelle qui tend vers 7% en Asie de sud, elle est souvent redevable à une croissance démographique et incarne une mauvaise politique macroéconomique, qui reposait beaucoup sur l'extérieur via l'endettement, chose qui a comprimé la demande intérieure (taux d'inflations galopants) et le niveau de vie de ces pays.

Le coefficient des dépenses publiques, est de signe négatif (-.021) et significatif au seuil de 1%. Cette corrélation négative, synonyme d'un facteur de divergence économique, peut provenir soit d'une mauvaise politique budgétaire entreprise par les pays maghrébins marquée d'inefficiente. La politique macroéconomique de l'Etat adopté depuis les années 1980, sous l'égide du PAS était caractérisée par un retrait brusque

de l'État du secteur monopolistique (la privatisation du secteur des cimenteries tunisiennes, à des investisseurs portugais et espagnols, a généré des hausses brusques des prix et une baisse brutale des quantités échangées, chose qui a détérioré du pouvoir d'achat de l'individu). Soit d'une mauvaise politique fiscale s'appuyant sur l'augmentation des prélèvements obligatoires (taxes, impôts et cotisations sociales) qui a réprimé la croissance. Ces prélèvements ponctionnent, d'une part, le pouvoir d'achat des consommateurs ce qui ralentit la croissance de la demande. D'autre part, ils diminuent les ressources des entreprises, ce qui diminue leur capacité à investir, d'où une décroissance de la production.

La variable proxy des dettes publiques, est de signe négatif (-.0002) significatif au seuil de 5%. Les dettes publiques contractés par ces pays (remboursement de la charge de la dette cumulé par un nouvel endettement) ont altérés leurs finances publiques et ont bloqué leur capacité de converger vers un niveau de développement similaire de celui des économies Sud Est asiatiques basé sur des investissements plus productifs via le rôle de la micro finance développés dans ces derniers.

Le coefficient de la variable « ouverture » est de signe positif (.0003) non significatif. La politique d'ouverture internationale suivie par les pays maghrébins les a permis d'atteindre un niveau de croissance et de développement économique acceptable mais ne peut pas se rapprocher de celui des pays sud est asiatique, qui ont suivi une stratégie extravertie de promotion des exportations. Ainsi, l'ouverture des pays maghrébins, ait été fondée sur une politique libérale et extravertie de promotion des

exportations, principalement pour le Maroc et la Tunisie, contrairement à l'Algérie qui a opté pour une politique introvertie de promotion des industries lourdes pour converger finalement vers une politique d'ouverture régionale via la multiplication des accords régionaux. Une telle politique s'est avérée efficace mais non efficiente comme dans les autres pays maghrébins, étant l'interférence dominante des pouvoirs publics dans ces pays et l'absence des conditions propices de concurrence pure et parfaite qui échappent généralement à ces pays et limitent ainsi l'efficacité de leurs marchés internes.

Le coefficient de la variable « FBCF » est de signe positif (.00871) non significatif, mesure le niveau de l'investissement domestique réalisé par les pays maghrébins. Il ne dépasse pas les 16% de leur PIB (13% en Tunisie, 19,6% au Maroc, l'Algérie est le seul pays de la région où l'investissement privé dépasse les 50% du PIB grâce au secteur des hydrocarbures (pétrole et gaz)). Ces performances restent très inférieures à celles enregistrées dans les pays du Sud-Est asiatique, où les taux d'investissement privé dépassent les 25 % du PIB. Cela s'explique, principalement, par le faible développement des marchés financiers, qui restent embryonnaires marqués par la lourdeur bureaucratique, ce qui handicapent l'initiative de l'investissement privé et menace le rapatriement des profits réalisés dans ces pays.

Le coefficient de la variable IDE est de signe positif non significatif. Les IDE visant ces pays ne les ont pas permis jusqu'à ce jour, une réelle convergence économique avec les pays asiatiques. Les



principaux investissements étrangers, sont dus principalement aux opérations des privatisations dans les secteurs productifs au Maroc et en Tunisie et des secteurs énergétiques et gaziques en Algérie. De surcroît, tenant compte de leurs marchés exigus et fragmentés, les FMN visent ces marchés pour des opportunités de coûts et non de taille. Ces investissements semblent être non productifs et ont peu d'influence sur le niveau de développement économique de ces pays.

De ce fait et partant de ces résultats, les pays maghrébins se voient d'après notre vision, devant la nécessité de suivre un modèle plus productif de développement devant remédier aux insuffisances constatées dans notre analyse analytique et empirique et à travers quelques actions prioritaires portant successivement sur les éléments suivants :

- Rationaliser les dépenses et le désengagement de l'État. Le retrait de l'État doit se faire dans les secteurs concurrentiels et éviter le désengagement dans les secteurs monopolistiques pour éviter l'hyper flexibilité des prix et du coup l'inflation.
- Parallèlement, l'État dans ces pays peut encourager le partenariat public- privé « ou concession », comme de l'expérience marocaine. Ceci permet, principalement, une meilleure gouvernance des fonds publics, la maitrise des coûts et le partage des risques.
- Inciter l'expansion des marchés financiers et faire participer la micro finance dans l'activité économique dans ces pays afin de promouvoir l'investissement domestique.

- Contourner l'inconvénient de l'exigüité des marchés maghrébins, qui handicape la croissance de la demande intérieure et d'autres externalités positives, par l'accélération du processus d'intégration régionale en encourageant la création d'une zone maghrébine. Ceci permet une utilisation optimale des capacités de production, une coordination des investissements nationaux à l'échelle régionale et rapatriement de l'épargne maghrébine à l'intérieur du pays, de compresser les coûts de production et créer donc de nouvelles opportunités de marchés.
- Les pays maghrébins doivent mener une politique de triage optimale pour les IDE a pour que ces investissements soient productifs allant dans des secteurs prioritaires encourageant une bonne valeur ajoutée (emploi et profit) dans leurs économies et ce en évitant les IDE de nature verticale qui vise les pays maghrébins pour des opportunités de coûts et non de marché.
- Opter pour une spécialisation économique régionale qui sera la base pour les stratégies de développement tout en encourageant les échanges inter et intra branche afin de bénéficier des économies d'échelle.
- S'insérer prudemment dans la sphère de l'économie mondiale en formant une zone visant la relance de la demande économique régionale

- Promouvoir des zones de libre échange transfrontalier entre la Tunisie, le Maroc et l'Algérie ainsi que l'Algérie, la Tunisie et la Libye.

## Conclusion

Les problèmes rencontrés par le développement économique des pays maghrébins qui diverge de celui des pays émergents, à pu être expliqué par un ensemble de politiques macroéconomiques et microéconomiques mal adaptées et parfois paradoxales. Depuis les années 1980, les pays maghrébins ont entamé un processus d'ouverture internationale, selon une approche libérale et d'insertion à l'économie mondiale, dont le principe est de se référer aux mécanismes d'autorégulation des marchés, au moment où les hypothèses de concurrence pure et parfaite échappent à ces pays. , De surcroît, paradoxalement aux avancées en matière de libéralisation, l'interférence du pouvoir public dominant (rigidité administrative, réglementation restrictive du marché de travail ...) à limité l'efficacité des marchés internes. Par ailleurs, la politique d'ouverture régionale des pays maghrébins était marquée par un ralentissement des échanges régionaux et transrégionaux, voir par des politiques nationales commerciales concurrentielle et contreproductives plutôt que complémentaire et productives en économies d'échelle.

Une telle situation montre bien la non complémentarité entre les économies maghrébines qui demeurent trop fermées sur elles mêmes, contrairement aux pays émergents asiatiques qui se distinguent par la

densification croissante de leurs échanges mondiaux à différentes échelles et leurs performances macroéconomiques (en matière d'emploi, de production industrielle, de R&D, etc.). En effet, la croissance économique « réussite » des pays asiatique est tributaire principalement à une politique d'ouverture internationale extravertie via une industrie productive de plein essor engageant à la fois le secteur privé et l'Etat. Plus exactement, cela n'aurait pas été possible sans l'intervention délibérée des États pour altérer les prix relatifs et modifier le mécanisme de marché. Cette politique à eu des effets positifs dans ces pays et a favorisé l'ouverture de leurs économies nationales aux capitaux étrangers et à encouragé l'industrialisation de leurs pays.

### ***PRINCIPALES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES***

**ALBERT OTTO HIRSCHMAN** (1958): "The Strategy of Economic Development. New Haven, Conn.: Yale University Press. ISBN 0-300-00559-8

**ANDERSON T. & HSIAO C. [1982]**, « Formulation and estimation of dynamic models using panel data », Journal of Econometrics, vol.18, p.570-606

Application au cas de le Tunisie.435P . Thèse de doctorat soutenue à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) de Tunis.

**ARELLANO M. & BOND S. [1991]**, « Some tests of specification for panel data : Monte

**BARRO, R.J. (1979).** On the Determinant of the Public Debt. *The Journal of Political Economics*, 87(5), 940{971.

**BARRO, R.J. (1991),** « Economic growth in a cross section of countries », *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), pp. 407-433, mai.

**BARRO, ROBERT J. (1997):** « determinants of economic growth: a cross-country empirical study (cambridge, ma: mit press) ».

**CHARREAUX G. ET WIRTZ P. (2006),** Gouvernance des entreprises : nouvelles perspectives, Economica.

**CHENERY, H.B. AND N.G. CARTER (1977):** «World growth and poverty ». Paper presented to the Conference on Distribution, Poverty and Development, Bogota, Colombia,

**DUNNING J.H. (1981):** « International production and the multinational enterprise». London, Allen and Unwin.

**HANCHANE HICHAM (2011):** « Foreign Direct Investment and Economic Growth: Estimation of error Component model.

**HARROD-DOMAR (1950):** « Second Essay in Dynamic Theory», *Economic Journal*, vol LXIXI, juin, pp. 277-293.

**ISSAOUI FAKHRI. (2008).** Les effets de la Privatisation sur l'Efficacité et l'Emploi : Application au cas de le Tunisie. 435 P . Thèse de doctorat soutenue à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) de Tunis.

**JOSEPH SCHUMPETER (1997):** « Capitalisme, socialisme et démocratie », éd. Payot, 1990.

**LEWIS W.A (1955)** : « Theory of Economic Growth », George Allen & Unwin Ltd. Great Britain, edition used Unwin University Books, ninth impression, ISBN 0 04 330054 5

**LEWIS W.A (1955)** : « Theory of Economic Growth », George Allen & Unwin Ltd. Great Britain, edition used Unwin University Books, ninth impression, ISBN 0 04 330054 5

**MARKUSEN J.R. (1981)**: « Trade and the gains from trade with imperfect competition ». *Journal of International Economics*, vol. 11.

**MAX WEBER (2003)** ; *Economie et société (1910-1913)*, coll. Agora, éd. Pocket, 2 tomes, 2003.

Murphy, Shleifer et Vishny (1989).

**NURSKE R. (1953)** : « problems of capital formation in underdevelopment countries » oxford university press.

**PERROUX F., (1969)**, *L'économie du XX e siècle*, Paris, PUF.

**ROMER, P.M. (1986)**, « Increasing returns and long-run growth », *Journal of Political Economy*, 94(5), pp. 1002-1037.

**ROMER, P.M. (1990)**, « Endogenous technological change », *Journal of Political Economy*, 98(5), Part 2, pp. 71-102. P. Rosenstein Rodan (1961)

**ROMER, PAUL M. (1994)**, "The Origins of Endogenous Growth"; *Journal of Economic Perspectives* 8, 3-22.

**ROSTOW W.W (1960):** « The Stages of Economic Growth» Cambridge University Press. Traduction française « les étapes de la croissance économique », 1963, Editions du Seuil.

**SEN AMARTYA . (1987),** Ethique & Economie, Paris, Presses Universitaires de France.

**SOLOW, ROBERT M. (1956),** A Contribution to the Theory of Economic Growth, The Quarterly Journal of Economics, 70(1), February, pp. 65-94.

**STIGLITZ, J., (2000),** "The contributions of the economics of information to the twentieth century economics", *the Quarterly journal of economics*, november,

**STOKER, G. (1998):** "governance as theory: five propositions." international social science journal, vol. 50, no. 1: 17-28. *The Quarterly Journal of Economics*

---

<sup>1</sup> Aide étrangère et transfert massif des capitaux pour relancer l'économie en développement.

<sup>2</sup> Le Brésil s'est développé suivant un modèle de croissance équilibrée jusqu'en 1968, puis à adopté pour une croissance plus ouverte et déséquilibrée, (Brasseul (1989), P.54).

<sup>3</sup> En raison de la faiblesse de la demande interne liée aux faibles revenus en amont, les pays sous-développés, sont dans l'incapacité de lancer des projets d'investissement rentables, d'où une faible productivité du travail et par la suite un faible revenu en aval.

<sup>4</sup> Cette école s'est surtout développée en Amérique Latine.

<sup>5</sup> Contrairement au modèle de *Solow*

<sup>6</sup> *Association de commerce préférentiel*

<sup>7</sup> « Foreign Direct Investment in Economic Transition: the changing Pattern of investment", Economic of tr *Lankes et Venables* ansition vol 4m N-2

<sup>8</sup> **HESTON, ALAN, AND ROBERT SUMMERS (1990),:** "Services on the Final Product Side: Some Evidence from International Comparisons," Conference on Research on In- come and Wealth, May, forthcoming.

---

<sup>9</sup> Hausman et Taylor [1981] supposent qu'au sein des variables explicatives qui varient dans le temps il y a un sous-ensemble de variables  $X_2$  qui est corrélé avec  $\alpha_i$  et un sous-ensemble de variables fixes dans le temps  $f_2$  qui est aussi corrélé avec  $\alpha_i$ . Concernant l'erreur « idiosyncratique »  $\varepsilon_{it}$ , on fait l'hypothèse qu'elle n'est pas corrélée avec les variables explicatives.

Le modèle de départ se réécrit comme suit :  $Y_{it} = \beta_1' X_{1it} + \beta_2' X_{2it} + \alpha_i + \varepsilon_{it}$

Les conditions d'exogénéité s'écrivent comme suit :  $E(\varepsilon_{it} / X_{it}) = 0$ ,  $E(\alpha_{it} / X_{1it}) \neq 0$ ,  $E(\alpha_{it} / X_{2it}) \neq 0$

Pour estimer ce modèle, les auteurs proposent de lui appliquer la méthode (iv) (Instrumental Variables, équivalente aux doubles moindres carrés, 2 sls). Cette méthode consiste à utiliser les variables non corrélées avec  $\alpha_i$  pour instrumenter les variables corrélées avec  $\alpha_i$ . La difficulté de la procédure iv consiste à trouver des instruments indépendants de l'effet individuel, en nombre suffisant pour identifier tous les paramètres structurels (condition d'ordre pour l'identification).